


Informations de base	
<b>1998/0809(CNS)</b> CNS - Procédure de consultation Règlement	Procédure terminée
Banque centrale européenne BCE: pouvoir en matière de sanctions (art. 106 6 Traité CE)  Modification <a href="#">2014/0807(CNS)</a>  <b>Subject</b>  5.20.03 Banque centrale européenne (BCE), SEBC	

Acteurs principaux				
Parlement européen	<b>Commission au fond</b>		<b>Rapporteur(e)</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>ECON</b> Economique, monétaire et politique industrielle		KATIFORIS Giorgos (PSE)	18/03/1998
Conseil de l'Union européenne	<b>Formation du Conseil</b>		<b>Réunions</b>	<b>Date</b>
	Affaires économiques et financières ECOFIN		2136	1998-11-23

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
07/07/1998	Publication de la proposition législative	BCE(1998)0003	<a href="#">Résumé</a>
14/09/1998	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
23/09/1998	Vote en commission		<a href="#">Résumé</a>
23/09/1998	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">A4-0329/1998</a>	
06/10/1998	Débat en plénière		
23/11/1998	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
23/11/1998	Fin de la procédure au Parlement		
27/11/1998	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
<b>Référence de la procédure</b>	1998/0809(CNS)
<b>Type de procédure</b>	CNS - Procédure de consultation
<b>Sous-type de procédure</b>	Note thématique

<b>Instrument législatif</b>	Règlement
<b>Modifications et abrogations</b>	Modification <a href="#">2014/0807(CNS)</a>
<b>Base juridique</b>	Traité CE (avant Amsterdam) E 106-p6
<b>État de la procédure</b>	Procédure terminée
<b>Dossier de la commission</b>	ECON/4/10363

<a href="#">Portail de documentation</a>				
<b>Parlement Européen</b>				
<b>Type de document</b>	<b>Commission</b>	<b>Référence</b>	<b>Date</b>	<b>Résumé</b>
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A4-0329/1998</a> <a href="#">JO C 328 26.10.1998, p. 0004</a>	23/09/1998	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T4-0543/1998</a> <a href="#">JO C 328 26.10.1998, p. 0016-0040</a>	06/10/1998	<a href="#">Résumé</a>
<b>Autres Institutions et organes</b>				
<b>Institution/organe</b>	<b>Type de document</b>	<b>Référence</b>	<b>Date</b>	<b>Résumé</b>
ECB	Document de base législatif	<a href="#">BCE(1998)0003</a> <a href="#">JO C 246 06.08.1998, p. 0009</a>	07/07/1998	<a href="#">Résumé</a>

<a href="#">Informations complémentaires</a>		
<b>Source</b>	<b>Document</b>	<b>Date</b>
Commission européenne	<a href="#">EUR-Lex</a>	

<a href="#">Acte final</a>	
<a href="#">Règlement 1998/2532</a> <a href="#">JO L 318 27.11.1998, p. 0004</a>	<a href="#">Résumé</a>

## Banque centrale européenne BCE: pouvoir en matière de sanctions (art. 106 6 Traité CE)

1998/0809(CNS) - 07/07/1998 - Document de base législatif

**OBJECTIF:** recommandation de la Banque centrale européenne pour un règlement du Conseil concernant les pouvoirs de la BCE en matière de sanctions. **CONTENU:** afin de garantir un mode uniforme de sanctions dans les divers domaines de compétence de la BCE, il convient que toutes les dispositions générales et de procédure permettant d'infliger de telles sanctions fassent l'objet d'un règlement unique du Conseil. A cette fin, le présent projet de règlement prévoit que la BCE peut infliger aux entreprises des amendes et des astreintes dans les limites suivantes: - amendes: la limite supérieure s'élève à 500 000 euros; - astreintes: la limite supérieure est de 10 000 euros par jour d'infraction (sur une période maximale de six mois). Lors de sa décision d'infliger ou non une sanction, la BCE doit être guidée par le principe de proportionnalité et doit tenir compte éventuellement de circonstances telles que: - la bonne foi et le degré d'ouverture de l'entreprise; - la gravité des conséquences de l'infraction; - la répétition, la fréquence ou la durée de l'infraction; - les avantages que l'entreprise tire de l'infraction; - la taille économique de l'entreprise; - les sanctions préalables infligées par d'autres instances L'application d'une sanction ne dispense pas l'entreprise de respecter ses obligations. La décision d'initier ou non une procédure

d'infraction est prise par le directoire de la BCE, qui agit de sa propre initiative ou à la suite d'une motion transmise à cet effet par la banque centrale nationale de la juridiction dans laquelle l'infraction présumée a été commise. La Cour de justice de Luxembourg a compétence de pleine juridiction en ce qui concerne les décisions définitives imposant une sanction.

## **Banque centrale européenne BCE: pouvoir en matière de sanctions (art. 106 6 Traité CE)**

1998/0809(CNS) - 23/11/1998 - Acte final

OBJECTIF: pouvoirs de la Banque centrale européenne (BCE) en matière de sanctions. MESURE DE LA COMMUNAUTÉ: règlement 2532/98/CE du Conseil concernant les pouvoirs de la Banque centrale européenne en matière de sanctions. CONTENU: afin de garantir un mode uniforme de sanctions dans les divers domaines de compétence de la BCE, le règlement prévoit que la BCE peut infliger aux entreprises des amendes et des astreintes dans les limites suivantes: - amendes: la limite supérieure s'élève à 500 000 euros; - astreintes: la limite supérieure est de 10 000 euros par jour d'infraction (sur une période maximale de six mois). Lors de sa décision d'infliger ou non une sanction, la BCE doit être guidée par le principe de proportionnalité et doit tenir compte éventuellement de circonstances telles que: - la bonne foi et le degré d'ouverture de l'entreprise; - la gravité des conséquences de l'infraction; - la répétition, la fréquence ou la durée de l'infraction; - les avantages que l'entreprise tire de l'infraction; - la taille économique de l'entreprise; - les sanctions préalables infligées par d'autres instances L'application d'une sanction ne dispense pas l'entreprise de respecter ses obligations. La décision d'initier ou non une procédure d'infraction est prise par le directoire de la BCE, qui agit de sa propre initiative ou à la suite d'une motion transmise à cet effet par la banque centrale nationale de la juridiction dans laquelle l'infraction présumée a été commise. La Cour de justice de Luxembourg a compétence de pleine juridiction en ce qui concerne les décisions définitives imposant une sanction. ENTREE EN VIGUEUR: 27/11/1998.

## **Banque centrale européenne BCE: pouvoir en matière de sanctions (art. 106 6 Traité CE)**

1998/0809(CNS) - 06/10/1998 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté sans amendement le rapport de M. Giorgos KATIFORIS (PSE, GR) concernant les pouvoirs de la Banque centrale européenne en matière de sanctions.